

JF/FK N° 17963
Contacts Ifop : Jérôme Fourquet / François Kraus
Tél : 01 45 84 14 44
francois.kraus@ifop.com

The logo for Ifop, consisting of the lowercase letters 'ifop' in a red, handwritten-style font.

pour

The logo for L'Humanité, featuring the word 'l'Humanité' in white, bold, serif capital letters on a red rectangular background.

Les Français et la radicalisation des conflits sociaux

Résultats détaillés
Juillet 2009

Sommaire

Pages

- 1 - La méthodologie	1
- 2 - Les résultats de l'étude	3
Le jugement sur la séquestration de patrons par leurs salariés	4
Le jugement sur les menaces de destruction d'entreprise par leurs salariés	7
Le jugement comparé sur les séquestrations de patrons et sur les menaces de destruction d'entreprise par leurs salariés.....	8
Les causes perçues de la radicalisation des actions des salariés.....	10

- 1 -

La méthodologie

Méthodologie

Ce document présente les résultats d'une étude réalisée par l'Ifop. Elle respecte fidèlement les principes scientifiques et déontologiques de l'enquête par sondage. Les enseignements qu'elle indique reflètent un état de l'opinion à l'instant de sa réalisation et non pas une prédiction.

Aucune publication totale ou partielle ne peut être faite sans l'accord exprès de l'Ifop.

Retrouvez nos sondages et analyses sur www.ifop.com

Etude réalisée par l'Ifop pour :	L'Humanité
Echantillon	Echantillon de 1005 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération.
Mode de recueil	Les interviews ont eu lieu par questionnaire auto-administré en ligne (<i>CAWI – Computer Assisted Web Interviewing</i>).
Dates de terrain	Du 27 au 29 juillet 2009

- 2 -

Les résultats de l'étude

Le jugement sur la séquestration de patrons par leurs salariés

Question : Vous savez qu'au cours des derniers mois, des dirigeants d'entreprise ont été retenus contre leur gré ou malmenés par des salariés en colère qui s'opposaient à la fermeture de leur usine ou à un plan de licenciements. Face à ces comportements, vous diriez que ... ?

	<i>Rappel</i> 2-3 Avril 2009 (1) (%)	Ensemble 27-29 juillet 2009 (%)	Evolution (%)
• Vous les condamnez	7	15	+ 8
• Vous les comprenez mais vous ne les approuvez pas	63	62	- 1
• Vous les approuvez	30	23	- 7
TOTAL.....	100	100	-

(1) Enquête Ifop-Paris Match réalisée au téléphone du 2 au 3 avril 2009 auprès d'un échantillon de 1 010 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

Le jugement sur la séquestration de patrons par leurs salariés

Question : Vous savez qu'au cours des derniers mois, des dirigeants d'entreprise ont été retenus contre leur gré ou malmenés par des salariés en colère qui s'opposaient à la fermeture de leur usine ou à un plan de licenciements. Face à ces comportements, vous diriez que ... ?

	Ensemble	Professions libérales, cadres supérieurs	Ouvriers
	(%)	(%)	(%)
• Vous les condamnez	15	19	4
<i>Rappel 2-3 Avril 2009 (1)</i>	<i>7</i>	<i>14</i>	<i>3</i>
• Vous les comprenez mais vous ne les approuvez pas	62	72	52
<i>Rappel 2-3 Avril 2009 (1)</i>	63	62	57
• Vous les approuvez	23	9	44
<i>Rappel 2-3 Avril 2009 (1)</i>	30	24	40
TOTAL	100	100	100

(1) Enquête Ifop-Paris Match réalisée au téléphone du 2 au 3 avril 2009 auprès d'un échantillon de 1 010 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

Le jugement sur la séquestration de patrons par leurs salariés

	Vous les condamnez (%)	Vous les comprenez mais vous ne les approuvez pas (%)	Vous les approuvez (%)
ENSEMBLE	15	62	23
SEXE DE L'INTERVIEWE(E)			
Homme	18	52	30
Femme	12	71	17
AGE DE L'INTERVIEWE(E)			
Moins de 35 ans	17	63	20
18 à 24 ans	14	69	17
25 à 34 ans	19	59	22
35 ans et plus	14	61	25
35 à 49 ans	11	63	26
50 à 64 ans	11	62	27
65 ans et plus	20	60	20
PROFESSION DE L'INTERVIEWE			
Artisan ou commerçant (*)	26	66	8
Profession libérale, cadre supérieur	19	72	9
Profession intermédiaire	10	67	23
Employé	12	64	24
Ouvrier	4	52	44
Retraité	18	62	20
Autre inactif	19	64	17
REGION			
Région parisienne	16	61	23
Nord est	14	62	24
Nord ouest	15	63	22
Sud ouest	18	61	21
Sud est	13	62	25
CATEGORIE D'AGGLOMERATION			
Communes rurales	15	62	23
Communes urbaines de province	14	63	23
Agglomération parisienne	17	59	24
PROXIMITE POLITIQUE			
Gauche	5	61	34
Extrême gauche	7	37	56
Parti Communiste (*)	-	46	54
Parti Socialiste	4	63	33
Les Verts	9	71	20
Mouvement Démocrate - Modem	7	64	29
Droite	33	57	10
UMP	36	58	6
Front National (*)	-	46	54
Sans sympathie partisane	9	69	22
JUGEMENT SUR LES MENACES DE DESTRUCTION D'ENTREPRISES PAR LEURS SALARIES			
Les condamne	37	60	3
Les comprend mais ne les approuve pas	3	78	19
Les approuve	2	17	81

(*) Effectifs inférieurs à 40 individus : ces résultats sont à interpréter avec prudence en raison de la faiblesse des effectifs

Le jugement sur les menaces de destruction d'entreprise par leurs salariés

Question : Par ailleurs, des salariés concernés par des plans de licenciement ou des fermetures de sites, ont menacé ces dernières semaines de faire sauter leur entreprise afin d'obtenir de meilleurs indemnités de licenciement. Face à ces comportements, vous diriez que ... ?

	Ensemble	Professions libérales, cadres supérieurs	Ouvriers
	(%)	(%)	(%)
• Vous les condamnez	34	46	14
• Vous les comprenez mais vous ne les approuvez pas	50	46	56
• Vous les approuvez	16	8	30
TOTAL	100	100	100

Le jugement comparé sur les séquestrations de patrons et sur les menaces de destruction d'entreprise par leurs salariés

Question : Face aux comportements suivants, vous diriez que ... ?

- Comparatif -

	Les séquestrations de patrons par leurs salariés (%)	Les menaces de destruction d'entreprise par leurs salariés (%)
• Vous les condamnez	15	34
• Vous les comprenez mais vous ne les approuvez pas	62	50
• Vous les approuvez	23	16
TOTAL.....	100	100

Le jugement sur les menaces de destruction d'entreprises par leurs salariés

	Vous les condamnez (%)	Vous les comprenez mais vous ne les approuvez pas (%)	Vous les approuvez (%)
ENSEMBLE	34	50	16
SEXE DE L'INTERVIEWE(E)			
Homme	36	44	20
Femme	32	56	12
AGE DE L'INTERVIEWE(E)			
Moins de 35 ans			
18 à 24 ans	44	45	11
25 à 34 ans	41	41	18
35 ans et plus			
35 à 49 ans	27	54	19
50 à 64 ans	31	53	16
65 ans et plus	36	51	13
PROFESSION DE L'INTERVIEWE			
Artisan ou commerçant (*)	59	37	4
Profession libérale, cadre supérieur	46	46	8
Profession intermédiaire	32	48	20
Employé	32	50	18
Ouvrier	14	56	30
Retraité	35	51	14
Autre inactif	42	51	7
REGION			
Région parisienne	35	51	14
Nord est	30	54	16
Nord ouest	34	49	17
Sud ouest	40	43	17
Sud est	34	50	16
CATEGORIE D'AGGLOMERATION			
Communes rurales	38	46	16
Communes urbaines de province	33	51	16
Agglomération parisienne	33	54	13
PROXIMITE POLITIQUE			
Gauche			
Extrême gauche	5	57	38
Parti Communiste (*)	5	64	31
Parti Socialiste	16	63	21
Les Verts	34	49	17
Mouvement Démocrate - Modem			
.....	34	48	18
Droite			
UMP	63	33	4
Front National (*)	9	52	39
Sans sympathie partisane			
.....	29	56	15
JUGEMENT SUR LA SEQUESTRATION DES PATRONS PAR LEURS SALARIES			
Les condamne	86	11	3
Les comprend mais ne les approuve pas	33	63	4
Les approuve	4	41	55

(*) Effectifs inférieurs à 40 individus : ces résultats sont à interpréter avec prudence en raison de la faiblesse des effectifs

Les causes perçues de la radicalisation des actions des salariés

Question : Selon vous qu'est-ce qui explique principalement la réaction de ces salariés ?

	Ensemble (%)	Attitude par rapport aux séquestrations		
		Personnes les condamnant (%)	Personnes les comprenant (%)	Personnes les approuvant (%)
• Le sentiment d'injustice concernant les rémunérations des salariés et celles des actionnaires et des hauts dirigeants	44	23	43	60
• Le sentiment que la fermeture du site ou le plan de licenciement est d'abord motivé par des considérations boursières	38	19	37	54
• La peur du chômage et de ne pas retrouver un nouvel emploi	37	38	42	25
• Les conditions de départ et de licenciement jugées insuffisantes	17	14	19	15
• L'insuffisance ou la mauvaise qualité du dialogue social dans ces entreprises	14	21	13	12
• Le sentiment que l'implication des salariés dans l'entreprise n'est pas récompensée	13	7	15	11
• La présence et l'influence de l'extrême-gauche dans ces mobilisations	11	42	7	1
TOTAL.....	(*)	(*)	(*)	(*)

(*) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner deux réponses

Les causes perçues de la radicalisation des actions des salariés

	Le sentiment d'injustice concernant les rémunérations des salariés et celles des actionnaires et des hauts dirigeants (%)	Le sentiment que la fermeture du site ou le plan de licenciement est d'abord motivé par considérations boursières (%)	La peur du chômage et de ne pas retrouver un nouvel emploi (%)	Les conditions de départ et de licenciement jugées insuffisantes (%)
ENSEMBLE	44	38	37	17
SEXE DE L'INTERVIEWE(E)				
Homme	44	41	32	15
Femme	44	36	42	19
AGE DE L'INTERVIEWE(E)				
Moins de 35 ans	43	36	40	18
18 à 24 ans	35	35	50	22
25 à 34 ans	48	37	33	16
35 ans et plus	44	39	36	17
35 à 49 ans	47	39	34	17
50 à 64 ans	43	40	38	17
65 ans et plus	42	38	38	15
PROFESSION DE L'INTERVIEWE				
Artisan ou commerçant (*)	21	32	38	12
Profession libérale, cadre supérieur	40	50	43	12
Profession intermédiaire	51	47	20	16
Employé	48	34	42	20
Ouvrier	44	41	37	20
Retraité	46	39	37	16
Autre inactif	35	28	47	21
REGION				
Région parisienne	48	39	36	14
Nord est	40	40	38	16
Nord ouest	40	37	41	19
Sud ouest	39	37	36	20
Sud est	51	37	35	18
CATEGORIE D'AGGLOMERATION				
Communes rurales	42	37	37	18
Communes urbaines de province	44	39	38	18
Agglomération parisienne	46	39	37	14
PROXIMITE POLITIQUE				
Gauche	48	42	36	17
Extrême gauche	44	40	36	28
Parti Communiste (*)	51	58	37	16
Parti Socialiste	51	40	36	15
Les Verts	46	43	37	14
Mouvement Démocrate - Modem	48	56	39	10
Droite	35	26	40	17
UMP	33	25	38	17
Front National (*)	25	19	57	9
Sans sympathie partisane	46	42	36	21
JUGEMENT SUR LA SEQUESTRATION DES PATRONS PAR LEURS SALARIES				
Les condamne	23	19	38	14
Les comprend mais ne les approuve pas	43	37	42	19
Les approuve	60	54	25	15
JUGEMENT SUR LES MENACES DE DESTRUCTION D'ENTREPRISES PAR LEURS SALARIES				
Les condamne	35	29	41	16
Les comprend mais ne les approuve pas	46	39	40	18
Les approuve	56	57	22	18

(*) Effectifs inférieurs à 40 individus : ces résultats sont à interpréter avec prudence en raison de la faiblesse des effectifs

Les causes perçues de la radicalisation des actions des salariés

	L'insuffisance ou la mauvaise qualité du dialogue social dans ces entreprises (%)	Le sentiment que l'implication des salariés dans l'entreprise n'est pas récompensée (%)	La présence et l'influence de l'extrême-gauche dans ces mobilisations (%)
ENSEMBLE	14	13	11
SEXE DE L'INTERVIEWE(E)			
Homme	16	13	14
Femme	12	13	8
AGE DE L'INTERVIEWE(E)			
Moins de 35 ans			
18 à 24 ans	12	15	14
25 à 34 ans	12	18	10
35 ans et plus			
35 à 49 ans	12	12	8
50 à 64 ans	13	14	7
65 ans et plus	20	7	17
PROFESSION DE L'INTERVIEWE			
Artisan ou commerçant (*)	14	15	18
Profession libérale, cadre supérieur	18	16	7
Profession intermédiaire	13	20	8
Employé	10	10	6
Ouvrier	12	11	6
Retraité	18	10	13
Autre inactif	11	17	18
REGION			
Région parisienne	17	12	11
Nord est	13	15	11
Nord ouest	11	13	11
Sud ouest	16	13	12
Sud est	14	11	10
CATEGORIE D'AGGLOMERATION			
Communes rurales	17	12	12
Communes urbaines de province	12	14	10
Agglomération parisienne	18	12	12
PROXIMITE POLITIQUE			
Gauche			
Extrême gauche	17	11	4
Parti Communiste (*)	14	5	3
Parti Socialiste	4	5	9
Les Verts	18	14	4
Les Verts	18	10	5
Mouvement Démocrate - Modem			
Droite			
UMP	9	18	6
UMP	13	13	25
Front National (*)	12	14	28
Front National (*)	17	19	-
Sans sympathie partisane			
JUGEMENT SUR LA SEQUESTRATION DES PATRONS PAR LEURS SALARIES			
Les condamne	13	14	5
Les condamne	21	7	42
Les comprend mais ne les approuve pas	13	15	7
Les approuve	12	11	1
JUGEMENT SUR LES MENACES DE DESTRUCTION D'ENTREPRISES PAR LEURS SALARIES			
Les condamne	17	12	24
Les comprend mais ne les approuve pas	12	14	5
Les approuve	12	11	1

(*) Effectifs inférieurs à 40 individus : ces résultats sont à interpréter avec prudence en raison de la faiblesse des effectifs